

# L'autre conquête de l'espace

L'espace public, on le sait, n'est pas très accueillant pour les femmes. Que ce soit son aménagement, la largeur des trottoirs, l'éclairage... : la ville a été pensée par et pour les hommes. Sans oublier les comportements humains – et plus précisément masculins... Mais les femmes ne se résignent pas à être des « proies » ou des « femmes d'intérieur », condamnées à éviter certains lieux et certaines heures, et à adapter leur attitude ou leur habillement en fonction des risques, réels ou imaginés. Les femmes s'organisent pour que cet espace cesse de leur être hostile et prenne en compte leurs besoins et leurs envies.

IRÈNE KAUFER



© Vie Féminine

**P**ar « espace public », on entend en général la rue, les parcs, les transports collectifs. Mais l'espace public commence dès que l'on sort de chez soi : il comprend les cafés, le cinéma, la piscine, la salle d'attente d'un-e médecin... Tous ces endroits où, en tant que femme, on peut subir des regards, des insultes, des attouchements, comme l'a relevé une étude réalisée par Vie Féminine auprès de jeunes femmes en 2015 (voir *axelle* n° 198). Verdict assez effarant : 98 % des femmes interrogées ont subi l'une ou l'autre forme de harcèlement.

En présentant l'étude dans toutes sortes de milieux, Vie Féminine a constaté que ces formes de harcèlement ne touchaient pas seulement les jeunes femmes. À chaque fois, la présentation était suivie de nouveaux témoignages de femmes de tous âges, de toutes origines et de tout niveau social. Malgré la loi contre le sexisme votée en 2014, les plaintes sont rares et les condamnations encore plus exceptionnelles. Dès lors, à côté des exigences vis-à-vis des pouvoirs publics, Vie Féminine a lancé en novembre 2018 une large campagne de sensibilisation et de mobilisation des femmes elles-mêmes pour lutter contre le fléau du harcèlement (voir encadré).

### Éclairage, toilettes, bancs dans les parcs

S'il s'agit de renforcer les femmes et de ne pas laisser le sujet aux seules mains des pouvoirs publics, une collaboration peut se révéler très fructueuse. La méthode des

« marches exploratoires » (des promenades encadrées avec des femmes pour collecter à la fois leurs impressions, agréables ou stressantes, sur un espace public donné, et leurs suggestions pour l'améliorer) a déjà fait ses preuves en termes de propositions d'aménagement ; le problème étant souvent que ces propositions, même applaudies, ne sont guère appliquées, ce qui est décourageant pour les participantes. À Namur, il en a été autrement. La demande est venue de la commune, en prévision de la rénovation de quatre quartiers, dont celui des anciennes casernes<sup>1</sup>. « Parfois, on nous demande d'intervenir en peu de temps, alors que les décisions sont déjà avancées, explique Laura Chaumont, qui a travaillé sur ce projet pour l'asbl Garance. Ici, la ville a compris qu'on avait besoin de temps et qu'on devait être présentes dès le départ. Grâce aux marches, nous avons pu introduire des recommandations dans les cahiers des charges. Deux bureaux d'architectes sur les trois qui concouraient pour le projet nous ont contactées, et c'est l'un d'eux qui a remporté le contrat. »

Des exemples concrets de propositions ? Il y a de grands classiques, comme l'attention à l'éclairage, avec des lampes orientées vers le bas pour illuminer les trottoirs plutôt que le ciel, tout en évitant qu'au printemps, la lumière ne soit absorbée par le feuillage des arbres ; mais aussi des toilettes accessibles, où la table à langer ne se trouve pas du côté « femmes » et où un lieu est prévu pour allaiter... Plus spécifiquement, dans ce projet, les femmes ont pointé les bancs installés juste à l'entrée du parc et qui, occupés très majoritairement

par des hommes, leur donnaient l'impression de devoir passer devant un jury. Les bancs seront donc déplacés. L'expérience est tellement concluante que même l'entreprise privée qui construit des logements dans le quartier a fait appel à Garance comme « consultante ». « Nous avons présenté les résultats lors d'un colloque, où d'autres villes se sont dites intéressées, raconte Laura Chaumont. Le bémol, c'est qu'il n'y a pas de budget pour ce type d'interventions... » Encore un exemple du travail gratuit des femmes ?

### Sécurité, convivialité, esthétique

On trouve un autre exemple de collaboration entre associations et pouvoirs publics dans le projet de l'asbl Touche Pas À Ma Pote. Ici, il s'agit de sensibiliser des acteurs et actrices de terrain qui pourraient avoir à intervenir dans des cas de harcèlement. L'an dernier, l'association a formé 300 fonctionnaires de la Ville de Bruxelles (gardiennes de la paix, policières...), en adaptant pour ce public adulte un outil mis en place pour des séances de sensibilisation dans les écoles. La formation se compose d'une partie « théâtre-action » donnée par trois comédiennes de la Ligue d'Impro, puis d'une partie plus théorique, qui comprend par exemple une présentation de la loi contre le sexisme. De nouvelles séances sont prévues dans d'autres communes bruxelloises.

Il arrive aussi que l'initiative parte des habitantes elles-mêmes. L'exemple nous vient de la petite commune de Gourdinne, à 20 km de Charleroi. Ici, le projet de réaménagement de la place centrale est venu du danger que représentent les voitures pour les piétonnes, et particulièrement pour les enfants. Un groupe s'est formé, ouvert à tous-tes, mais où le noyau est composé de sept femmes qui se sont baptisées les « Dégourdinoises ». Sécurité, convivialité, esthétique, tels sont les trois principes que nous explique l'une des fondatrices, Sophie Lapy : il s'agit de délimiter la place de la voiture pour aménager des espaces protégés, permettant les rencontres, des jeux, un kiosque à musique, des bacs potagers... Lancé depuis un an et soutenu

## EN QUELQUES MOTS

- + 98 % des femmes ayant répondu à une enquête de Vie Féminine ont subi du harcèlement dans l'espace public.
- + Pour transformer l'espace public et le rendre accueillant envers les femmes, associations et collectifs féminins belges s'organisent et font entendre leurs propositions.

**« À LA CONQUÊTE DE L'ESPACE PUBLIC, TOUTES UNIES CONTRE LE SEXISME » : TEL EST L'INTITULÉ DE LA CAMPAGNE DE VIE FÉMININE QUI A DÉMARRÉ EN NOVEMBRE 2018.**

- Le constat, c'est que « *le sexisme existe partout, tout le temps et sous toutes les formes : au travail, à l'école, lors d'une soirée, sur les réseaux sociaux, dans le sport ou la culture...* » Avec des conséquences désastreuses pour les femmes, en termes de bien-être, de confiance en elles et de participation citoyenne. La campagne vise à développer le recueil de témoignages et la création de groupes de parole pour renforcer les femmes.
- Laetitia Genin, responsable de la campagne, donne des exemples d'initiatives déjà en place : comme ces femmes qui se sont réunies à Verviers pour aller ensemble à la piscine pour en faire un espace sécurisé, ou d'autres à Liège, qui s'organisent pour aller dans une brasserie où elles n'entreraient pas seules le soir, et où elles osent commander une bière plutôt qu'une limonade !
- Les photos qui illustrent cet article ont été réalisées entre avril et juin 2018 par les jeunes femmes de Vie Féminine, qui ont organisé des stages de « photographie antisexiste » : l'occasion de discuter entre elles de la question

du sexisme dans l'espace public. Durant les stages, elles ont choisi d'utiliser leur GSM comme appareil photo. « *On l'a toujours avec nous. Il peut être un véritable outil pour reprendre du pouvoir sur l'espace public, explique Laetitia Genin. Des dizaines et des dizaines de photos furent produites... et d'intenses moments d'émotion furent partagés.* » On peut voir une partie de ces créations sur le compte Instagram « *conquete\_de\_l\_espace\_public* ».

Infos : [www.viefeminine.be](http://www.viefeminine.be)



© Vie Féminine – conception Pouce-Pied

par des architectes spécialisé-es dans ce genre d'aménagement, le projet attend de trouver les financements avec le soutien de la commune. « *Mais déjà grâce aux apéros, organisés sur la place, nous avons pu nous rencontrer entre habitants* », se réjouit Sophie Lapy. Reste à prouver que la parole citoyenne peut être entendue et ses recommandations appliquées.

**Et les plus précaires ?**

D'autres initiatives viennent de collectifs plus informels. Ainsi, on a pu voir fleurir sur les murs de Bruxelles – et sur certaines affiches électorales – le slogan clair et sec : « *Laisse Les Filles Tranquilles !* » (voir p. 59 de ce numéro). De son côté, la « collective » Noms Peut-Être (voir axelle n° 211) colle de fausses plaques de rue mettant en avant des femmes connues ou méconnues, en réaction à des hommages encore très masculins. « *Le principe de la féminisation de l'espace public aurait pu être inscrit dans le règlement du concours citoyen qui a été organisé pour nommer les nouvelles rues de Tour et Taxis, peut-on lire sur leur site. Ce ne fut cependant pas le cas et, sur 28 rues, seules 2 portent des noms de femmes. Il est de plus frappant en regardant le plan de s'apercevoir que ce sont les rues parmi les plus petites du site.* »

Mais on ne peut clore ce chapitre sans parler des femmes les plus précaires, qui sont aussi les plus exposées et qui n'ont pas toujours les moyens de s'organiser collectivement. On pense à toutes celles qui cumulent le fait d'être femmes avec d'autres risques de discrimination ou de violence, par exemple celles qui n'ont pas de domicile fixe, les femmes non-blanches, celles qui portent le foulard... Lors d'une table de conversation consacrée aux violences faites aux femmes, où toutes les formes de violences étaient abordées, aucune participante n'a fait spontanément allusion au racisme ni au port du foulard. Mais il suffit d'insister un peu pour récolter des histoires de regards appuyés ou hostiles, de remarques dans le dos... Fataliste, l'une d'elles déclare : « *Ici, à Bruxelles, ça va, les gens ont l'habitude, mais dès qu'on va dans des villes plus petites, on nous regarde*



© Vie Féminine

bizarrement... » Et comment réagit-elle ? Elle hausse les épaules : « Bah, on passe. » Dans un précédent dossier, nous avons aussi rencontré, à Ottignies, des femmes portant le foulard<sup>2</sup>. Il ne fallait pas les pousser beaucoup pour qu'elles racontent : des incidents somme toute banals, comme une dispute entre automobilistes pour une place de parking ou le refus d'échange d'une marchandise défectueuse, tournant vite à l'insulte raciste ou à un « *Retourne chez toi !* », alors même que ces femmes sont nées ici. « *Le plus dur, c'est de se faire insulter devant les enfants...* » Certaines

portent plainte à la police, « *mais il n'y a pas de suite* ». L'une d'elles nous confiait : « *Moi, j'en arrive à avoir peur de traverser la rue, car il y a des personnes si haineuses qu'elles seraient capables de m'écraser.* » Une autre enfin racontait l'incident avec un homme qui prétendait passer devant elle dans la file du supermarché : comme elle ne le laissait pas faire, il lui a lancé : « *On n'est pas dans la casbah !* » Cette fois, c'était trop, elle lui a répondu, il a été étonné qu'une femme réputée « soumise » lui parle de cette façon et il a fini par s'excuser.

#### Dossiers classés

Quelles que soient les motivations de l'agresseur ou le degré de « gravité » de l'agression, tout harcèlement est

#### À LIRE

*Partager la ville. Genre et espace public en Belgique francophone*, ouvrage collectif dirigé par Muriel Sacco et David Paternotte, Academia-L'Harmattan 2018. 202 p., 20 eur.

évidemment inacceptable. Les pouvoirs publics semblent d'accord là-dessus, mais des discours à la réalité, il y a parfois un fossé. Ainsi, on a pu apprendre, fin du mois d'octobre, que le parquet de Bruxelles, débordé, classait certains dossiers systématiquement sans suite. Et parmi eux, les dossiers de vol... et de harcèlement<sup>3</sup>. Plus que jamais, les femmes doivent d'abord compter sur leurs propres forces. ▲

1. Le rapport complet est disponible ici : [www.garance.be/docs/17Namuraufildesmarches.pdf](http://www.garance.be/docs/17Namuraufildesmarches.pdf)
2. « Sous le foulard, la galère », *axelle* n° 181.
3. « 1.700 dossiers de vol ou harcèlement classés sans suite à Bruxelles », RTBF, 25 octobre 2018.